

OFFRE EXCEPTIONNELLE
JUSQU'AU 7 JUIN

100€ DE RÉDUCTION SUR LA CARTE D'ABONNEMENT
FRANCE - EUROPE - AFRIQUE DU NORD

OFFRE ENTREPRISE ⁽¹⁾ 199€ / AN AU LIEU DE 299€ ⁽²⁾	PRIX PUBLIC 299€ / AN AU LIEU DE 399€ ⁽²⁾
--	--

Découvrir la carte



ABONNEMENT

Mme Marie Dupont
9010842444

SKY PRIORITY

HOP! AIRFRANCE

GO SHOW - AFTER SHOW
CHANGEZ DE VOL SANS FRAIS
POUR UN DÉPART PLUS TÔT OU PLUS TARD

RÉDUCTIONS
SUR 100% DES VOLS⁽³⁾

RÉSERVATION
100% FLEXIBLE

AVANTAGES
100% EXCLUSIFS

⁽¹⁾ Accessible aux entreprises membres de l'État ou bénéficiant d'un accord commercial avec Air France. ⁽²⁾ Tarifs TTC, hors frais de service, valables pour une première souscription jusqu'au 7 juin 2019 inclus, 50€ de remise de la carte possible jusqu'au 7 juillet 2019 maximum, non valable pour un renouvellement de carte. 20% de frais de service applicables pour un achat sur internet. ⁽³⁾ Voir en détail metropriority.com en vers l'Europe, l'Afrique et l'Asie-Pacifique.

Bilan de l'Etat 2018

Une 'situation nette négative' de 1300 milliards d'euros dans le bilan de l'Etat

Une société présentant un tel bilan serait obligée de le déposer rapidement au tribunal de commerce...



La Cour des comptes vient de certifier, avec quelques réserves, les comptes de l'État pour 2018



Mécomptes publics, François Ecalle

La Cour des comptes vient de certifier, avec quelques réserves, les comptes de l'État pour 2018. Il s'agit de la comptabilité générale de l'État, qui est la plus proche de celle des entreprises mais s'en distingue en raison de certaines spécificités de l'action publique. Elle diffère de la comptabilité budgétaire, une comptabilité de caisse qui permet de suivre l'exécution du budget, et de la comptabilité nationale, qui permet de faire des comparaisons

internationales de la dette et du déficit publics. La comptabilité générale est la moins connue et la moins utilisée mais elle complète les deux autres par d'utiles informations.

Capacité à lever l'impôt

Elle permet notamment d'établir le bilan de l'État : son passif s'élevait à 2 348 Mds€ à la fin de 2018, soit un montant plus de deux fois supérieur à celui de ses actifs (1 052 Mds€). Sa situation nette était donc fortement négative et formait un trou de - 1 296 Mds €.

Une société présentant un tel bilan serait obligée de le déposer rapidement au tribunal de commerce, mais l'État dispose d'un actif très particulier et non comptabilisé dans son bilan qui assure en principe sa pérennité, la capacité à lever des impôts et à en augmenter le taux. Cette capacité n'est toutefois pas infinie, ce qui peut rendre ce bilan inquiétant.

“L'État dispose d'un actif très particulier et non comptabilisé dans son bilan qui assure en principe sa pérennité, la capacité à lever des impôts et à en augmenter le taux”

La situation nette négative de l'État résulte de l'accumulation de résultats annuels déficitaires. Son compte de résultat s'est ainsi soldé par un déficit de 52 Mds€ en 2018, certes plus faible qu'en 2017 (61 Mds€).

Le solde de son compte de résultat est grevé par des transferts aux collectivités territoriales qui se sont élevés à 67 Mds€ en 2018 et qui permettent à celles-ci d'investir plus que lui. Si les actifs de l'État sont nettement inférieurs à ses dettes, les collectivités locales ont, à l'inverse, une situation patrimoniale nette largement positive.

Une évolution vraiment inquiétante

L'Insee établit des comptes de patrimoine pour l'ensemble des administrations publiques (l'État et ses établissements publics du secteur non marchand, les collectivités locales et les administrations de sécurité sociale). À la fin de 2017 (les comptes de 2018 ne sont pas encore connus), le patrimoine net des administrations publiques valait 191 Mds€, soit 8 % du PIB. Celui de l'État et de ses établissements publics était fortement négatif (- 1 312 Mds€) tandis que celui des administrations publiques locales était largement positif (+ 1 348 Mds€). Celui des organismes de sécurité sociale était positif (+ 157 Mds€).

“Les actifs sont donc supérieurs aux passifs au niveau de l'ensemble des administrations publiques, mais cette situation nette se dégrade rapidement. Ce qui est vraiment inquiétant”

Les actifs sont donc supérieurs aux passifs au niveau de l'ensemble des administrations publiques, mais cette situation nette se dégrade rapidement depuis la crise de 2008-2009 : en 2007, elle représentait 58 % du PIB, et elle s'est donc réduite de 50 points de PIB en dix ans pour revenir à 8 %. Ce qui est vraiment inquiétant.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.